



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Emir Kir, *Bourgmestre-Président* ;
 Mohamed Azzouzi, Eric Jassin, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Nezahat Namli, Philippe Boïketé,
 Béatrice Meulemans, *Échevin(e)s* ;
 Abdesselam Smahi, Geoffroy Clerckx, Dorah Ilunga Kabulu, Abdullah Mohammad, Frédéric Roekens,
 Zoé Genot, Halil Disli, Serob Muradyan, Derya Bulduk, Luc Frémal, Thierry Balsat, Pauline Warnotte,
 Veerle Vandabeele, Gabriella Mara, *Conseillers communaux* ;
 Patrick Neve, *Secrétaire communal*.

Excusés

Ahmed Medhoune, Touria Laaraj, Cevdet Yildiz, Julie De Pauw, Döne Dayaran, Ahmed Mouhssin,
 Mustafa-Alperen Ozdemir, *Conseillers communaux*.

Séance du 19.12.16

#Objet : Motion instaurant la mensualisation de la facture d'eau déposée par Th. Balsat, Luc Frémal, Abdullah Mohammad, Béatrice Meulemans, Zoé Genot, Geoffroy Clerckx, Conseillers communaux.#

Séance publique

DÉVELOPPEMENTS

L'eau est une ressource fondamentale qui génère également un coût. Aujourd'hui, pour bon nombre de ménages bruxellois, le règlement de la facture d'eau représente une difficulté majeure, les plongeant, dans le pire des scénarios, dans une forme de précarité hydrique. Les auteurs de la présente proposition de résolution demandent à HYDROBRU l'instauration d'un mécanisme permettant de s'acquitter du paiement des factures d'eau sur une base mensuelle et sans frais afin que les ménages puissent étaler ce type de dépense dans le temps.

Malgré certaines mesures sociales d'accès à l'eau (contrôle des prix, aides pour la réalisation d'économies, soutien financier, procédure à respecter en cas de coupure, etc.), certains foyers se trouvent dans des situations particulièrement délicates et inconfortables face à une facture d'eau trop onéreuse.

Pour preuve, en 2013, 22.302 plans de paiement ont été accordés aux usagers, soit 1.348 plans de paiement supplémentaires par rapport à l'année 2012 (6% environ). En 2014, ce sont 25.136 plans de paiement qui ont été accordés. Cela représente donc une croissance de 20% entre 2012 et 2014, illustrant la difficulté croissante des ménages à devoir faire face à des factures uniques de plusieurs centaines d'euros. Les perspectives économiques doivent nous inciter à anticiper un nombre croissant de demandes de plans de paiement et de proposer une solution alternative, d'autant que ces autorisations accordées par Hydrobru ne portent que pour une période de 6 mois et s'ajoutent aux paiements de l'année en cours. Or, lors de régularisation de consommation, des mauvaises surprises peuvent avoir lieu, de sorte qu'il convient de ne plus limiter à 6 mois les plans de paiement.

Par ailleurs, certains ménages se trouvent à ce point en difficulté, qu'en application de l'Ordonnance du 8 septembre 1994 réglementant la fourniture publique d'eau potable, HYDROBRU (anciennement Hydrobru) s'est vue contrainte de communiquer 2.597 avis d'interruption de fourniture aux Bourgmestres et Présidents de CPAS des communes où résident les usagers n'ayant pas donné suite aux rappels et mises en demeure qui leur ont été adressés et donnant lieu à 1.062 interruptions effectives de fournitures d'eau, dont 617 domestiques.

Mentionnons également l'existence du Fonds social de l'eau qui est alimenté par les contributions obligatoires prélevées sur les factures de tous les ménages bruxellois. Actuellement, le Fonds est doté annuellement de 1,9

million € et permet aux 19 CPAS bruxellois d'intervenir dans le paiement d'une partie des ménages les plus précarisés. Sur l'exercice écoulé, 96 % du montant alloué au Fonds Social a été effectivement utilisé, soit un montant global de 1,8 million €.

L'absence de mensualisation constitue donc un grand problème pour de nombreux ménages qui ne peuvent pas toujours anticiper une facture de plusieurs centaines d'euros, en épargnant à l'avance. A l'heure où tous les opérateurs économiques facturent mensuellement (banques, gsm, gaz, électricité), l'absence de mensualisation est un facteur de risque énorme d'endettement et de surendettement, entraînant des ménages dans le remboursement de factures annuelles trop élevées, augmentées bien souvent de frais d'huissiers, d'intérêts de retards qui font doubler le prix de l'eau pour les ménages les plus précaires.

La mise en place de la mensualisation aiderait à une meilleure responsabilisation des consommateurs et devrait, par conséquent, diminuer le nombre d'interruptions de fournitures ainsi que de procédures contentieuses nombreuses devant les justices de paix. La mensualisation permettrait également de diminuer le nombre de plans de paiement qui ne cessent aujourd'hui d'augmenter, entraînant des surcoûts administratifs pour HYDROBRU.

En mettant en place une mensualisation du prix de l'eau, en particulier pour les personnes les plus précarisées, le Fonds social de l'Eau serait encore plus efficace dès lors qu'il ne servirait pas à couvrir des frais d'huissiers qui doublent voire triplent le montant initial de la facture impayée. Il est donc indispensable que HYDROBRU se modernise et permette une domiciliation mensuelle pour ses usagers, en particulier ceux faisant appel au Fonds social de l'Eau.

Enfin, la mensualisation du prix de l'eau permet à HYDROBRU une meilleure régularité et anticipation financière de ses recettes.

La présente proposition de résolution demande à HYDROBRU l'instauration d'un mécanisme permettant l'acquittement des factures d'eau sur une base mensuelle, sans surcoût, afin que les utilisateurs puissent étaler leurs dépenses dans le temps et éviter un endettement, voire un surendettement.

PROPOSITION DE MOTION

La Commune de Saint-Josse-ten-noode :

- Vu l'ordonnance cadre « Eau » du 20 octobre 2006 ;
- Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2008 portant sur la part des recettes générées par la tarification de l'eau à affecter à des fins sociales ;
- Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 28 février 2008 portant sur la part des recettes générées par la tarification de l'eau à affecter à des fins sociales ;
- Vu l'arrêté «Coord' Eau» du 24 avril 2014 ;
- Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 1996 organisant la location des habitations gérées par la Société du Logement de la Région bruxelloise ou par les sociétés immobilières de service public ;
- Considérant que l'eau est une ressource fondamentale dont il est impossible de se départir et reconnue comme un droit fondamental par l'assemblée générale de l'Organisation des Nations-Unies ;
- Considérant la difficulté de nombreux ménages bruxellois de régler leur facture d'eau ;

- Considérant l'augmentation de 20% en 3 ans du nombre de plans de paiement qui étaient estimés à 25.136 en 2014 par rapport à 22.302 en 2013 et 20.954 en 2012;
- Considérant que HYDROBRU s'est vue contrainte de communiquer 2.597 avis d'interruption de fourniture aux Bourgmestres et Présidents de CPAS des communes où résident les usagers n'ayant pas donné suite aux rappels et mises en demeure qui leur ont été adressés ;
- Considérant qu'à la suite de ces notifications, et sur base d'un jugement rendu par un juge de paix ou un tribunal de première instance, HYDROBRU a fait procéder à 1.062 interruptions effectives de fourniture d'eau, dont 617 domestiques ;
- Considérant que l'absence de recherche de formule alternative permettant de délester les ménages du paiement de leur facture d'eau les plongerait dans une plus grande précarité hydrique et aggraverait leur endettement ;
- Considérant qu'il est essentiel de soutenir et renforcer le travail des CPAS qui offrent une guidance budgétaire pour les personnes les plus précarisées en mettant en place des plans de paiements mensualisés ;
- Considérant les avantages de la mise en place de la mensualisation tant pour Hydrobru que pour les consommateurs qui seraient responsabilisés quant à leur consommation.

Demande au Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale :

- De demander à HYDROBRU de mettre en place la mensualisation des factures d'eau, et ce sans frais supplémentaires pour les ménages ;
- De demander à HYDROBRU de mettre en place des plans de paiement de 9 ou 12 mois plutôt que 6 mois, lorsque les factures d'arriérés sont trop élevées.

22 votants : 22 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Patrick Neve

Le Bourgmestre-Président,
(s) Emir Kir

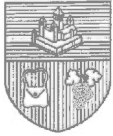
POUR EXTRAIT CONFORME
Saint-Josse-ten-Noode, le 28 janvier 2020.

Par ordonnance :
Le Secrétaire communal,

Patrick Neve

Le Collège des
Bourgmestre et Echevins,
L'Echevin(e) délégué(e),

Mohammed Jabour



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig	Emir Kir, <i>Burgemeester-Voorzitter</i> ; Mohamed Azzouzi, Eric Jassin, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Nezahat Namli, Philippe Boïketé, Béatrice Meulemans, <i>Schepenen</i> ; Abdesselam Smahi, Geoffroy Clerckx, Dorah Ilunga Kabulu, Abdullah Mohammad, Frédéric Roekens, Zoé Genot, Halil Disli, Serob Muradyan, Derya Bulduk, Luc Frémal, Thierry Balsat, Pauline Warnotte, Veerle Vandenabeele, Gabriella Mara, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Patrick Neve, <i>Gemeentesecretaris</i> .
Verontschuldigd	Ahmed Medhoune, Touria Laaraj, Cevdet Yildiz, Julie De Pauw, Döne Dayaran, Ahmed Mouhssin, Mustafa-Alperen Ozdemir, <i>Gemeenteraadsleden</i> .

Zitting van 19.12.16

#Onderwerp : Motie tot invoering van de mensualiteit van de waterfactuur neergelegd door Thierry Balsat, Luc Frémal, Abdullah Mohammad, Béatrice Meulemans, Zoé Genot en Geoffroy Clerckx, Gemeenteraadsleden.#

Openbare zitting

ONTWIKKELINGEN

Water is een fundamenteel bestaansmiddel dat tevens een kost met zich meebrengt. Vandaag brengt de vereffening van de waterfactuur tal van Brusselse huishoudens in grote moeilijkheden, en drijft deze hen in de ergste gevallen in een soort van waterarmoede. De opstellers van dit beslissingsvoorstel vragen aan HYDROBRU de invoering van een mechanisme dat toelaat om de betaling van de facturen te regelen op maandelijkse basis en zonder kosten zodat de huishoudens dit type van uitgave kunnen spreiden in de tijd.

Ondanks bepaalde sociale maatregelen voor de toegang tot water (controle van de prijzen, hulp om te besparen, financiële steun, na te leven procedure in geval van waterafsluiting enz.), sommige huishoudens bevinden zich in bijzonder moeilijke en oncomfortabele situaties door een te prijzige waterfactuur.

Een bewijs hiervan is dat in 2013 er maar liefst 22.302 afbetalingsplannen werden toegekend aan de gebruikers, hetzij 1.348 bijkomende betalingsplannen tegenover het jaar 2012 (6% ongeveer). In 2014 werden 25.136 afbetalingsplannen toegekend. Dit betekent dus een stijging van 20% tussen 2012 en 2014, hetgeen de toenemende moeilijkheid illustreert van de huishoudens om enige facturen van meerdere honderden euro's het hoofd te bieden. De economische vooruitzichten moeten ons ertoe aanzetten om een stijgend aantal aanvragen tot afbetalingsplannen te voorzien en een alternatieve oplossing voor te stellen, vooral omdat deze toestemmingen toegekend door Hydrobru slechts gelden voor een periode van 6 maanden en nog bovenop de betalingen komen van het lopende jaar. Bij de regularisatie van het verbruik kunnen zich echter onaangename verrassingen voordoen, zodat het aangewezen is om de afbetalingsplannen niet meer te beperken tot 6 maanden.

Overigens hebben bepaalde huishoudens het zodanig moeilijk dat, in toepassing van de Ordonnantie van 8 september 1994 tot regeling van de drinkwatervoorziening, HYDROBRU (vroeger Hydrobru) zich verplicht zag tot het verzenden van 2.597 berichten van onderbreking van levering naar de Burgemeesters en Voorzitters van OCMW's van de gemeenten waar gebruikers verblijven die geen gevolg gaven aan de herinneringen en ingebrekestellingen die hen werden toegezonden en aanleiding gaven tot 1.062 effectieve onderbrekingen van waterlevering, waaronder 617 huishoudelijke.

We vermelden tevens het bestaan van het Sociaal Waterfonds dat wordt gevoed door de verplichte bijdragen die worden afgehouden op de facturen van alle Brusselse huishoudens. Momenteel is het Fonds jaarlijks voorzien van 1,9 miljoen € en laat het de 19 Brusselse OCMW's toe om tussen te komen in de betaling van een gedeelte van de meest kwetsbare huishoudens. Op het afgelopen dienstjaar werd 96 % van het bedrag dat werd toegekend aan het Sociaal Fonds daadwerkelijk gebruikt, hetzij een totaal bedrag van 1,8 miljoen €.

De afwezigheid van mensualiteit vormt dus een groot probleem voor tal van huishoudens die niet steeds een factuur kunnen voorzien van meerdere honderden euro's door op voorhand te sparen. Nu alle economische operatoren maandelijks factureren (banken, gsm, gas, elektriciteit), is de afwezigheid van mensualiteit een enorme risicofactor voor schuldenlast en opstapelen van teveel schulden, die de huishoudens dwingt tot de terugbetaling van te hoge jaarlijkse facturen, die vaak nog worden vermeerderd door kosten van deurwaarders en verwijsinteressen die de prijs van water voor de meest kwetsbare huishoudens doen verdubbelen.

De invoering van de mensualiteit zou bijdragen tot een betere responsabilisering van de consumenten en zou bijgevolg het aantal onderbrekingen van leveringen verminderen alsook de talloze geschilprocedures voor de vredegerichten. De mensualiteit zou tevens toelaten om het aantal afbetalingsplannen dat vandaag voortdurend stijgt en administratieve meerkosten veroorzaakt voor HYDROBRU, terug te dringen.

Door een mensualiteit van de waterprijs in te voeren, in het bijzonder voor de meest kwetsbare personen, zou het Sociaal Fonds nog efficiënter zijn aangezien het niet zou dienen om de deurwaarderskosten te dekken die het initiële bedrag van de onbetaalde factuur verdubbelen of zelfs verdriedubbelen. Het is dus absoluut noodzakelijk dat HYDROBRU zich moderniseert en een maandelijks domiciliëring toelaat voor haar gebruikers, in het bijzonder voor diegenen die een beroep doen op het Sociaal Waterfonds.

Tot slot maakt de mensualiteit van de waterprijs voor HYDROBRU een grotere regelmatigheid en financiële voorziening mogelijk van haar inkomsten.

Dit beslissingsvoorstel vraagt aan HYDROBRU de invoering van een mechanisme dat de vereffening toelaat van de waterfacturen op een maandelijks basis, zonder meerkost, zodat de gebruikers hun uitgaven kunnen spreiden in de tijd en een schuldenlast of zelfs een opeenstapeling van schulden kunnen vermijden.

VOORSTEL VAN MOTIE

De Gemeente Sint-Joost-ten-node :

- Gelet op de kaderordonnantie « Water » van 20 oktober 2006 ;
- Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2008 houdende het deel van de inkomsten afkomstig van de tarifiering van water voorbehouden voor maatschappelijke doeleinden ;
- Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 juli 2011 tot wijziging van het besluit van 28 februari 2008 houdende het deel van de inkomsten afkomstig van de tarifiering van water voorbehouden voor maatschappelijke doeleinden ;
- Gelet op het besluit «Coord' Water» van 24 april 2014 ;
- Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 1996 houdende de regeling van de verhuur van woningen die beheerd worden door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij of door de openbare vastgoedmaatschappijen ;
- Overwegende dat water een fundamenteel en onmisbaar bestaansmiddel is dat erkend is als fundamenteel

recht door de algemene vergadering van de Organisatie van de Verenigde Naties ;

- Overwegende de moeilijkheden voor tal van Brusselse huishoudens om hun waterfactuur te regelen ;
- Overwegende de toename met 20% in 3 jaar tijd van het aantal afbetalingsplannen die op 25.136 werden geraamd in 2014 tegenover 22.302 in 2013 en 20.954 in 2012;
- Overwegende dat HYDROBRU zich verplicht zag tot het verzenden van 2.597 berichten van onderbreking van levering naar de Burgemeesters en Voorzitters van OCMW's van de gemeenten waar gebruikers verblijven die geen gevolg gaven aan de herinneringen en ingebrekestellingen die hen werden toegezonden ;
- Overwegende dat ingevolge deze kennisgevingen en op basis van een oordeel uitgesproken door een vrederechter of een rechtbank van eerste aanleg, HYDROBRU heeft doen overgaan tot 1.062 daadwerkelijke onderbrekingen van waterlevering, waaronder 617 huishoudelijke ;
- Overwegende dat de afwezigheid van het zoeken naar een alternatieve formule die toelaat om de huishoudens te ontlasten van de betaling van hun waterfactuur hen in een grotere waterarmoede zou drijven en hun schuldenlast zou verhogen ;
- Overwegende dat het van essentieel belang is om het werk te ondersteunen en te versterken van de OCMW's die een budgetbegeleiding bieden voor de meest kwetsbare personen door maandelijkse afbetalingsplannen in te voeren ;
- Overwegende de voordelen van de invoering van de mensualiteit zowel voor Hydrobru als voor de consumenten die zouden geresponsabiliseerd worden voor wat betreft hun gebruik.

Vraag aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

- Om aan HYDROBRU te vragen om de mensualiteit in te voeren van de waterfacturen, en dit zonder bijkomende kosten voor de huishoudens ;
- Om aan HYDROBRU te vragen om betalingsplannen in te voeren van 9 of 12 maanden in plaats van 6 maanden, wanneer de achterstallige facturen te hoog zijn.

22 stemmers : 22 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Patrick Neve

De Burgemeester-Voorzitter,
(g) Emir Kir

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Sint-Joost-ten-Node, 28 januari 2020.

In opdracht :
De Gemeentesecretaris,

Patrick Neve



Het College van
Burgemeester en Schepenen,
De afgevaardigde Schepenen,

Mohammed Jabour